



## ARRÊTÉ N° ARR\_2026\_515

**Objet :** Mesures temporaires relatives au stationnement avenue du Général de Gaulle (Déménagement)

LE Maire de Vélizy-Villacoublay,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 relatifs aux pouvoirs de police conférés aux Maires en matière de circulation et de stationnement,

**VU** le Code Pénal,

**VU** l'article L.113.2 du Code de la Voirie Routière,

**VU** les articles L 411-1 et R 417-1 du Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**VU** l'arrêté n° 2021-325 en date du 15 juin 2021, relatif à la réglementation de la salubrité et de l'environnement-Mise à jour,

**VU** l'arrêté n° 2026-221 en date du 26 mars 2026, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Frédéric Hucheloup, 4<sup>ème</sup> adjoint au Maire chargé de l'Environnement et du Cadre de vie,

**CONSIDÉRANT** la demande d'autorisation de stationnement de l'entreprise Les déménageurs bretons en vue d'un déménagement, il y a lieu de prendre des mesures de stationnement avenue du Général de Gaulle,

### ARRÊTE

**Article 1 :** le mercredi 15 juillet 2026, une place de stationnement située au [REDACTED] avenue du général de Gaulle sera neutralisée et réservée à l'entreprise Les déménageurs bretons, afin d'y stationner un véhicule de déménagement.

**Article 2 :** le mercredi 15 juillet 2026, le cheminement piétonnier devra être maintenu.

**Article 3 :** la signalisation temporaire sera mise en place, surveillée et repliée par l'entreprise Les déménageurs bretons qui sera seule responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme à la réglementation en vigueur.

**Article 4** : les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 5** : le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours administratif et/ou d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité auprès du Tribunal administratif de Versailles ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : Madame la Directrice générale des services de la Commune de Vélizy-Villacoublay est chargée de l'exécution du présent arrêté.

À Vélizy-Villacoublay, le 18 juin 2026



Pour le Maire, par délégation,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Frédéric Hucheloup".

Frédéric Hucheloup  
4<sup>ème</sup> Adjoint chargé de l'Environnement  
et du Cadre de vie